Projet de loi portant modification de :

- 1° la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;**
- 2° la loi modifiée du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence des émetteurs ;**
- 3° la loi modifiée du 30 mai 2018 relative aux marchés d'instruments financiers,**

en vue de la transposition de :

- 1° la directive (UE) 2024/790 du Parlement européen et du Conseil du 28 février 2024 modifiant la directive 2014/65/UE concernant les marchés d'instruments financiers ;**
- 2° l'article 3 de la directive (UE) 2023/2864 du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2023 modifiant certaines directives en ce qui concerne l'établissement et le fonctionnement du point d'accès unique européen ;**
- 3° l'article 1^{er} de la directive (UE) 2024/2811 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2024 modifiant la directive 2014/65/UE afin de rendre les marchés publics des capitaux de l'Union plus attractifs pour les entreprises et de faciliter l'accès des petites et moyennes entreprises aux capitaux, et abrogeant la directive 2001/34/CE,**

et de la mise en œuvre du règlement (UE) 2024/791 du Parlement européen et du Conseil du 28 février 2024 modifiant le règlement (UE) n° 600/2014 en vue de renforcer la transparence des données, de lever les obstacles à la mise en place de systèmes consolidés de publication, d'optimiser les obligations de négociation et d'interdire la réception d'un paiement pour le flux d'ordres

Le présent projet de loi poursuit 3 objectifs principaux.

En premier lieu, il vise à transposer en droit luxembourgeois la directive (UE) 2024/790 (...) modifiant la directive 2014/65/UE concernant les marchés d'instruments financiers (« directive modificative (UE) 2024/790 »), et à mettre en œuvre le règlement correspondant (UE) 2024/791 (...) modifiant le règlement (UE) n° 600/2014 en vue de renforcer la transparence des données, de lever les obstacles à la mise en place de systèmes consolidés de publication, d'optimiser les obligations de négociation et d'interdire la réception d'un paiement pour le flux d'ordres (« règlement modificatif (UE) 2024/791 »). Ces deux textes forment le paquet dit « MiFID/MiFIR Review ».

Les modifications prévues répondent à l'objectif de la Commission européenne d'améliorer, de simplifier et d'harmoniser davantage les règles de transparence relatives aux données de négociation d'instruments financiers sur les plates-formes de négociation. Il s'agit ainsi de permettre à tout investisseur d'accéder à une vue consolidée des prix et des volumes des instruments financiers négociés dans toute l'Union européenne sur des plates-formes de négociation, et de faciliter ainsi leur accès sur les marchés de capitaux. La mise en place d'un système consolidé de publication par le règlement modificatif (UE) 2024/791 permettra à tout investisseur, y compris à l'investisseur de détail, d'accéder de manière instantanée et transparente aux données de marché. Les investisseurs pourront dès lors vérifier s'ils ont obtenu le meilleur prix pour la vente ou l'achat de valeurs mobilières.

D'autres modifications concernent notamment le paiement pour le flux d'ordres (Payment For Order Flow ou « PFOF ») et l'introduction de nouvelles règles concernant les dérivés sur matières premières.

En second lieu, le projet de loi vise à transposer l'article 1^{er} de la directive (UE) 2024/2811 (...) afin de rendre les marchés publics des capitaux de l'Union plus attractifs pour les entreprises et de faciliter l'accès des petites et moyennes entreprises aux capitaux, et abrogeant la directive 2001/34/CE (« directive modificative (UE) 2024/2811 », dite « Listing Directive »).

La directive modificative (UE) 2024/2811 fait partie du « Listing package » et apporte également des modifications au cadre légal applicable aux marchés d'instruments financiers. L'objectif général du Listing Package est de faciliter l'accès aux marchés de capitaux, en particulier pour les petites et moyennes entreprises, tout en maintenant un niveau approprié de protection des investisseurs et d'intégrité du marché. Les règles relatives à la recherche sont également adaptées en vue de revitaliser le marché de la recherche en investissement concernant les entreprises de l'Union européenne, en particulier les PME, et de renforcer ainsi la visibilité de ces entreprises et d'augmenter leurs chances d'attirer des investisseurs potentiels.

En troisième lieu, le projet de loi vise à transposer en droit luxembourgeois l'article 3 de la directive (UE) 2023/2864 (...) modifiant certaines directives en ce qui concerne l'établissement et le fonctionnement du point d'accès unique européen (dite « directive ESAP »).

Le point d'accès unique européen a pour objectif de permettre au public d'accéder facilement et de manière centralisée aux informations relatives aux entités et à leurs produits qui sont rendues publiques et qui permettent aux investisseurs de prendre des décisions d'investissement éclairées, informées et responsables.